



**Rapport Financier
Semestriel**

Au 30 septembre 2012

Sommaire

1. >	RAPPORT D'ACTIVITÉ	5
1.1.	Les faits marquants du 1 ^{er} semestre 2012-2013	7
1.2.	Transactions avec les parties liées	9
1.3.	Risques et incertitudes sur le second semestre.....	9
2. >	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS SEMESTRIELS DE GENERIX AU 30 SEPTEMBRE 2012	11
2.1.	Note annexe aux états financiers consolidés	18
2.1.1.	INFORMATIONS RELATIVES À L'ENTREPRISE.....	18
2.1.2.	BASE DE PRÉPARATION.....	18
2.1.3.	MÉTHODES COMPTABLES	20
2.1.4.	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	20
2.1.5.	INFORMATION SECTORIELLE.....	21
2.1.6.	NOTES COMPLÉMENTAIRES	22
3. >	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	35
4. >	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	39
4.1.	Conclusion sur les comptes	41
4.2.	Vérification spécifique	42

1. > RAPPORT D'ACTIVITÉ

1.1. Les faits marquants du 1^{er} semestre 2012-2013

G enerix Group enregistre sur le premier semestre de son exercice 2012/2013 un EBITDA de 1,7 millions d'euros, soit 6% du chiffre d'affaires et en progression de 1,6 millions d'euros par rapport au même semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel courant positif de 0,5 million d'euros, en progression de 1,8 millions d'euros par rapport au même semestre de l'exercice précédent, s'appuie sur une bonne maîtrise des charges opérationnelles (en réduction de 2,5 millions d'euros).

Comptes consolidés IFRS, en millions d'euros	Six mois clos le 30 sept.		Variation	
	2012	2011	m€	%
Chiffre d'Affaires	30,2	30,8	-0,6	-2%
<i>Dont licences</i>	3,0	3,1	-0,1	-3%
<i>Dont Maintenance</i>	11,7	11,4	0,4	3%
<i>Dont On Demand</i>	5,5	5,3	0,3	5%
<i>Dont Conseil et Services</i>	9,9	11,1	-1,2	-10%
Charges opérationnelles / autres produits de l'activité	-29,7	-32,2	2,5	-8%
Résultat opérationnel courant	0,5	-1,3	1,8	NA
Autres produits et charges opérationnels	-1,3	-2,0	0,7	-36%
Résultat opérationnel	-0,8	-3,3	2,5	76%
Résultat financier	-0,2	-0,4	0,2	47%
Résultat avant impôt	-1,0	-3,7	2,7	73%
Impôt	-0,3	-0,3	0,0	-13%
Résultat net part du groupe	-1,3	-4,0	2,7	68%

EBITDA en millions d'euros	Six mois clos le 30 sept.		Variation	
	2012	2011	m€	%
Chiffre d'affaires	30,2	30,8	-0,6	-2%
Autres produits de l'activité	0,3	0,0	0,3	710%
Achats consommés	-0,9	-0,9	0,1	-6%
Autres achats et charges externes	-8,5	-7,8	-0,7	9%
Impôts et taxes	-0,8	-0,9	0,1	-9%
Charges de personnel	-18,2	-19,7	1,5	-7%
Autres charges	-0,2	-0,1	-0,1	189%
Reprises de provisions utilisées durant la période	0,0	-0,9	0,9	-100%
Production immobilisée	-0,2	-0,6	0,4	-64%
EBITDA (1)	1,7	0,1	1,7	x17

⁽¹⁾ EBITDA = résultat opérationnel courant + provisions nettes non utilisées sur actif circulant + provisions nettes non utilisées pour risques et charges + amortissements sur immobilisations – production immobilisée. Le calcul de l'Ebitda a été revu afin de le faire converger avec celui retenu dans le cadre des covenants bancaires (prise en compte des autres produits de l'activité, des autres charges et retraitement des reprises de provision correspondantes utilisées durant la période pour un montant global de 0,5 million d'euros). L'Ebitda au 30 septembre 2011 ressort donc à 0,1 million d'euros contre 0,6 millions d'euros dans le rapport d'activité au 30 septembre 2011.

Le chiffre d'affaires Édition du premier semestre 2012/2013 affiche une croissance de 3% par rapport au même semestre de l'exercice précédent, confirmant sa croissance ininterrompue depuis 4 semestres consécutifs. La part des activités récurrentes ressort à 57% sur le premier semestre de l'exercice 2012/2013, en progression de 3 points par rapport au même semestre de l'exercice précédent.

L'activité Conseil & Services décroît de 10% tout en améliorant très sensiblement sa rentabilité.

Le niveau des charges opérationnelles a diminué grâce notamment au plan de réorganisation mené lors du second semestre de l'exercice 2011/2012.

Les autres charges et produits opérationnels de -1,3 millions d'euros, isolés dans le compte de résultat pour leur caractère non récurrent, correspondent sur ce semestre à la provision d'un litige alors que sur le même semestre de l'exercice précédent, -2 millions d'euros correspondaient au plan de réorganisation.

La dette nette de la société diminue de 4,9 millions d'euros au 30 septembre 2012 par rapport au 30 septembre 2011.

Endettement net	Six mois clos le 30 sept.		Variation	
	2012	2011	m€	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,3	2,9	0,4	12%
Dettes financières courantes et non courantes	-12,0	-16,5	4,5	-27%
Endettement net	-8,7	-13,6	4,9	-36%

Éléments du tableau de flux de trésorerie, en millions d'euros	Six mois clos le 30 sept.		Variation	
	2012	2011	m€	%
Capacité d'autofinancement	1,3	-0,3	1,6	-536%
Variation du besoin en fonds de roulement	-9,2	-8,1	-1,1	14%
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	-7,9	-8,3	0,4	-5%
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement	-0,7	-0,9	0,2	-24%
Trésorerie nette liée aux activités de financement	2,7	8,5	-5,8	-68%
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-5,9	-0,7	-5,2	708%
Trésorerie de clôture	3,3	2,9	0,4	12%

Le tableau de flux de trésorerie exprime les flux intervenus entre le 31 mars et le 30 septembre 2012 comparés au même semestre de l'exercice précédent. Entre ces deux dates, le besoin en fonds de roulement augmente du fait du paiement des contrats annuels de maintenance facturés en début d'année civile et comptabilisés en chiffre d'affaires tout au long de l'année. L'amélioration de la situation financière du Groupe, liée au redressement de sa rentabilité et au succès de l'augmentation de capital mise en œuvre sur octobre 2011, se traduit par des flux de financement sur le 1er semestre 2012/2013 de 2,7 millions d'euros contre 8,5 millions d'euros sur le même semestre de l'exercice précédent. Le Groupe n'a ainsi utilisé sa ligne de trésorerie court terme qu'à hauteur de 3,3 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 7 millions d'euros au 30 septembre 2011.

Il est à noter le caractère cyclique marqué des activités sur la période intermédiaire. En effet, le niveau d'activité dans le secteur des logiciels est structurellement plus élevé en fin d'année civile, soit au cours du second semestre de l'exercice. Ainsi, malgré le contexte économique actuel, le Groupe anticipe la poursuite de l'amélioration de ses résultats sur l'ensemble de l'exercice.

1.2. Transactions avec les parties liées

Les cotisations relatives à l'affiliation de Monsieur Jean-Charles DECONNINCK au régime de retraite supplémentaire par capitalisation souscrit par la société en application des articles L.911-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale ainsi qu'au régime de frais de santé prévoyance souscrit par la société se sont élevées à 4 K€ sur le semestre. Aucun engagement pour les pensions de retraite n'est contracté pour les autres dirigeants. Aucune avance sur rémunération variable n'a été allouée aux dirigeants de GENERIX SA. Pour information, la charge enregistrée en résultat au titre des rémunérations basées sur les actions gratuites, octroyées aux membres du directoire est de 75 K€ sur le semestre.

1.3. Risques et incertitudes sur le second semestre

La description des facteurs de risque n'ayant pas évolué depuis le 31 mars 2012, se référer au paragraphe 4 « Facteurs de risques » du document de référence au 31 mars 2012.

2. > ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS SEMESTRIELS DE GENERIX AU 30 SEPTEMBRE 2012

**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (COMPTE DE RÉSULTAT) AU 30 SEPTEMBRE 2012
ET AU 30 SEPTEMBRE 2011**

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/09/2012	30/09/2011
Chiffres d'affaires	5.2	30 188	30 829
<i>Dont Licences</i>		2 982	3 077
<i>Dont Maintenance</i>		11 737	11 382
<i>Dont On Demand</i>		5 542	5 279
<i>Dont Conseil et Services</i>		9 927	11 091
Autres produits de l'activité	NOTE 9	323	40
Produits des activités ordinaires		30 510	30 869
Achats consommés		(874)	(933)
Autres achats et charges externes		(8 462)	(7 773)
Impôts, taxes et versements assimilés		(811)	(896)
Charges de personnel	NOTE 10	(18 206)	(19 678)
Amortissements sur immobilisations		(1 471)	(2 246)
Reprises/(Provisions) sur actif circulant		(209)	(573)
Provisions nettes pour risques et charges		215	9
Autres charges		(196)	(68)
Charges opérationnelles		(30 013)	(32 157)
Résultat opérationnel courant		497	(1 288)
Autres produits et charges opérationnels	NOTE 11	(1 298)	(2 016)
Résultat opérationnel		(801)	(3 304)
Produits/charges financiers nets	NOTE 12	(51)	(107)
Coût des emprunts	NOTE 12	(143)	(258)
Résultat financier		(193)	(365)
Résultat Avant Impôt		(994)	(3 669)
Produits d'impôt / (charges d'impôt)		(255)	(293)
Résultat Net de l'ensemble consolidé		(1 249)	(3 961)
Dont part des intérêts minoritaires		16	52
Dont part du groupe		(1 265)	(4 013)
Résultat de base par action (en euros)		-0,05	-0,27
Résultat dilué par action (en euros)		-0,05	-0,15

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE (BILAN) AU 31 MARS 2012 ET AU 30 SEPTEMBRE 2012

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2011
Goodwill	NOTE 1	42 624	42 624	42 624
Autres immobilisations incorporelles	NOTE 2	5 699	6 591	7 405
Immobilisations corporelles		1 208	1 096	1 447
Autres actifs financiers non courants		461	468	600
Impôts différés actifs	NOTE 3	5 125	4 825	4 627
Actifs non courants		55 117	55 604	56 703
Stocks		-	0	179
Créances clients et autres débiteurs	NOTE 4	21 660	26 625	19 708
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTE 5	3 250	9 152	2 931
Actifs courants		24 910	35 777	22 818
TOTAL ACTIF		80 027	91 381	79 520
Capital social	NOTE 6	12 890	12 890	7 304
Primes liées au capital		30 181	30 181	27 936
Réserves consolidées		-6 001	-3 730	-3 705
Résultat de l'exercice		-1 265	-2 113	-4 013
Capitaux propres - Part du Groupe		35 804	37 228	27 523
Intérêts minoritaires		296	301	325
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		36 100	37 529	27 848
Emprunts et dettes financières		3 628	4 220	4 760
Provisions non courantes	NOTE 7	4 542	2 783	2 656
Passifs non courants		8 170	7 003	7 416
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	NOTE 8	17 828	21 034	19 956
Produits constatés d'avance	NOTE 8	7 967	18 705	8 405
Dettes financières courantes	NOTE 8	8 371	5 046	11 722
Autres provisions courantes	NOTE 8	1 592	2 064	4 173
Passifs courants		35 757	46 849	44 256
TOTAL PASSIF		80 027	91 381	79 520

ÉTAT DES PRODUITS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2011
Pertes actuarielles des régimes à prestations définies	-236	-81	0
Instrument de capitaux propres (Contrat de liquidités)	-24	26	54
Ecart de conversion	76	50	94
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-184	-5	148
Résultat de la période	-1 249	-2 086	-3 961
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	-1 433	-2 091	-3 813

Attribuable aux :			
Porteurs de capitaux propres de la société consolidante	-1 449	-2 118	-3 865
Intérêts minoritaires	16	27	52

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net de l'ensemble consolidé	-1 249	-2 086	-3 961
Ajustements pour :			
Amortissements des immobilisations et dotations nettes aux provisions	2 498	3 534	3 521
Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie	211	116	102
Charges financières nettes	42	88	45
Résultat de cession d'immobilisations	0	198	136
Coûts des paiements fondés sur des actions	107	139	33
Impôts différés	-300	-334	-136
Capacité d'Autofinancement	1 309	1 655	-260
Variation du BFR	-9 235	-3 799	-8 056
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	-7 926	-2 145	-8 316
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Produits des cessions d'immobilisations	-	0	2
Produits des cessions d'actifs financiers	17	0	0
Acquisition d'immobilisations corporelles	- 435	-224	-205
Acquisition d'actifs financiers	- 10	-4	-74
Dépenses de développement	- 217	-1074	-596
Acquisition d'autres immobilisations incorporelles	- 41	-109	-1
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement	- 685	- 1 411	-874
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Rachat/vente d'actions propres	-24	26	54
Augmentation de capital	0	7 831	-
Augmentation d'emprunts	3 798	3 672	9 582
Remboursement d'emprunts	-1 065	2 483	1 177
Trésorerie nette liée (utilisée par les) activités de financement	2 709	9 046	8 459
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-5 902	5 490	-731
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	9 152	3 662	3 662
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 250	9 152	2 931

**ÉTAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES
AU 30 SEPTEMBRE 2011 ET AU 30 SEPTEMBRE 2012**

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Réserves consolidées					Résultat de l'exercice	Capitaux propres du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Totaux capitaux propres
				Réserves liées à la JV des instruments financiers	Ecart de conversion	Pertes actuarielles des régimes à prestations définies	Autres réserves consolidées	Total réserves consolidées				
Capitaux propres consolidés au 31/03/2011	14 471 680	7 236	28 005	- 37	53	- 173	2 046	1 889	- 5 699	31 431	290	31 721
Emission actions gratuites	136 500	68	- 68									
Affectation du résultat de l'exercice précédent				52			- 5 751	- 5 699	5 699			
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					94	-	54	148		148		148
Variations de périmètre												
Rémunérations en actions gratuites								33		33		33
Autres								- 76		- 76	- 17	- 93
Résultat de l'exercice									- 4 013	- 4 013	52	- 3 961
Capitaux propres consolidés au 30/09/2011	14 608 180	7 304	27 936	15	147	- 173	- 3 651	- 3 705	- 4 013	27 523	325	27 848
Capitaux propres consolidés au 31/03/2012	25 779 132	12 890	30 181	15	103	- 254	- 3 592	- 3 730	- 2 113	37 227	302	37 529
Emission actions gratuites												
Affectation du résultat de l'exercice précédent				- 3			- 2 110	- 2 113	2 113			
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					76	- 236	- 24	- 184		- 184		- 184
Variations de périmètre												
Rémunérations en actions gratuites							107	107		107		107
Autres							- 81	- 81		- 81	- 21	- 102
Résultat de l'exercice								-	- 1 265	- 1 265	16	- 1 249
Capitaux propres consolidés au 30/09/2012	25 779 132	12 890	30 180	12	179	- 490	- 5 700	- 6 001	- 1 265	35 804	297	36 100

La valeur nominale des actions au 30 septembre 2012 est de 0,50 euro.

2.1. Note annexe aux états financiers consolidés

2.1.1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ENTREPRISE

La société GENERIX SA est une entreprise domiciliée en France. Le siège social de la société est situé au 6, rue du Moulin de Lezennes, 59650 Villeneuve-d'Ascq. Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, compartiment C (ISIN : FR0004032795). Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 septembre 2012 de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint. L'activité du groupe consiste principalement au développement, à la vente et au négoce de logiciels, et à la réalisation de prestations de Conseil et Services pour leur mise en place.

2.1.2. BASE DE PRÉPARATION

⇒ Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 septembre 2012 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS34 Information financière intermédiaire norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Les principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 mars 2012.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 septembre 2012 sont établis en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et dont le règlement d'adoption est paru au journal officiel de l'Union Européenne à la date de clôture des états financiers (disponible sur le site <http://ec.europa.eu>).

Les normes, mises à jour et interprétations nouvellement applicables au titre de l'exercice 2012/2013 se résument comme suit :

Adoptées par l'UE au 30 septembre 2012 :

- L'amendement à IFRS 7 « informations à fournir – Transferts d'actifs financiers » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011.

Le groupe n'a pas fait application des normes internationales et interprétations suivantes compte-tenu de leurs adoptions ou non par l'Union Européenne au 30 septembre 2012 :

Adoptées par l'UE au 30 septembre 2012 :

- L'amendement à IAS 19 « Avantages au Personnel » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Non adoptées par l'UE au 30 septembre 2012 :

- L'amendement à IAS 12 « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012.
- L'amendement IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » a fait l'objet d'une nouvelle version le 12 mai 2011 qui s'intitule « Etats financiers individuels », suite à la publication d'IFRS 10 « Etats financiers consolidés », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
- L'amendement à IAS 32 « Compensation des actifs et des passifs financiers » applicable à partir des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2014.
- L'amendement à IFRS 1 « hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011.
- L'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
- L'IFRS 9 et compléments à IFRS 9 « Instruments financiers » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
- IFRS 10 « États financiers consolidés » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
- IFRS 11 « Partenariats » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
- IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Generix Group a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Le groupe a commencé à examiner les impacts éventuels sur ses comptes consolidés. À ce stade de l'analyse, il n'anticipe pas d'impacts significatifs.

Les états financiers semestriels consolidés ont été arrêtés par le directoire le 20 novembre 2012 et examinés par le Conseil de surveillance du 22 novembre 2012.

➡ **Base de préparation des états financiers**

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (K€).

Autres bases de préparation des comptes consolidés :

Les comptes consolidés du groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des éléments suivants :

- instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur ;
- actifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat ;
- passifs, résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui seront réglées en instruments de capitaux propres ou prévoyant une possibilité de règlement en trésorerie, évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction des estimations et des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses

sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses. Les estimations et hypothèses sont notamment sensibles en matière d'activation des impôts différés qui est fondée sur la réalisation de bénéfices imposables futurs, de tests de perte de valeur des actifs immobilisés, laquelle valeur est largement fondée sur les estimations de flux de trésorerie futurs et des hypothèses de taux d'actualisation et de taux de croissance, et en matière de provisions notamment relatives aux litiges, engagements de retraite et autre avantages long terme.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du groupe.

➤ **Date de clôture des exercices des entreprises consolidées**

Les dates de clôture des comptes annuels des sociétés consolidées sont toutes au 31 mars, à l'exception de GENERIX GROUP Brasil Serviços de Informatica LTDA au Brésil, qui a une obligation légale de clôture de ses comptes annuels au 31 décembre. L'ensemble des sociétés intégrées dans la consolidation fait l'objet d'un arrêté intermédiaire au 30 septembre 2012.

2.1.3. MÉTHODES COMPTABLES

Se référer au rapport financier annuel au 31 mars 2012.

2.1.4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

➤ **Liste des sociétés consolidées**

LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR LE GROUPE SONT LES SUIVANTES :

SOCIÉTÉ	PAYS	DÉTENTION ⁽¹⁾
GENERIX SA (société mère)	France	Société mère
GENERIX GROUP Division Espagne S.L.	Espagne	100%
GENERIX GROUP Brasil Serviços de Informatica LTDA	Brésil	100%
GENERIX GROUP BENELUX SA	Belgique	99,95 %
INFLUE Portugal	Portugal	50 %
GENERIX GROUP Italia SRL	Italie	100 %
INFLUE Argentine	Argentine	100 %

⁽¹⁾ le pourcentage de détention est identique au pourcentage d'intérêts et de droits de vote.

Les différentes filiales sont intégrées globalement.

➤ Variations de périmètre et changements de structure juridique

Aucun changement de périmètre n'a eu lieu durant le semestre.

2.1.5. INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe opère sur un seul segment de marché : vente de logiciel et de prestations de services associées.

L'information présentée ci-dessous est celle utilisée par le management pour ses besoins de reporting interne, permettant une analyse pertinente de l'activité et des risques.

➤ Activités

Le groupe opère sur un unique segment de marché correspondant à la vente de logiciels.

Ce segment comporte 4 principales natures de chiffre d'affaires :

- les ventes de licences ;
- la maintenance ;
- les services logiciels On Demand ;
- les prestations de Conseil et Services.

Les typologies de chiffre d'affaires sont les mêmes dans toutes les sociétés du groupe, et sont très interdépendantes, une allocation des dépenses en fonction de ces typologies n'est pas effectuée.

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2012	%	30/09/2011	%
Licences	2 982	10%	3 077	10%
Maintenance	11 737	39%	11 382	37%
On Demand	5 542	18%	5 279	17%
Conseil et Services	9 927	33%	11 091	36%
Total Chiffre d'affaires	30 188	100%	30 829	100%

➤ Zones géographiques

Les opérations hors de France sont principalement constituées de vente et prestations de services. Les transactions intragroupes entre des zones géographiques sont réalisées aux prix du marché diminué d'une remise. Ces transactions intragroupes sont éliminées dans les états financiers consolidés.

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2012	%	30/09/2011	%
France	24 255	80%	24 254	79%
Export	5 933	20%	6 575	21%
Total Chiffre d'affaires	30 188	100%	30 829	100%

2.1.6. NOTES COMPLÉMENTAIRES

➤ Notes complémentaires aux comptes de bilan

> Note 1 - Goodwill

<i>En milliers d'euros</i>	31/03/2012	ACQUISITION OU DOTATION	CESSION, SORTIE OU REPRISE	30/09/2012
Goodwill Brut	42 624	0	0	42 624
Perte de valeur				0
VALEUR NETTE	42 624	0	0	42 624

Le goodwill est constitué des valeurs suivantes :

- Ceitel : 2 391 K€ ;
- INFLUE : 28 883 K€ ;
- INFOLOG : 11 350 K€.

Test de valeur des goodwill

Les trois regroupements d'entreprises opérés entre 2005 et 2007 par le Groupe Generix ont conduit à la comptabilisation au bilan de goodwill s'élevant à 42,6 millions d'euros au 30 septembre 2012 pour un total bilan de 80,0 millions d'euros.

Le Groupe procède annuellement, conformément aux normes en vigueur, à un test de dépréciation visant à mesurer l'adéquation de la valeur des actifs au bilan, notamment des goodwill, avec les performances économiques futures. Ce test de dépréciation est réalisé en arrêté intermédiaire lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue.

Nonobstant l'atteinte de la rentabilité attendue sur le semestre, un test de dépréciation a été réalisé au 30 septembre 2012, la valorisation boursière actuelle du Groupe étant inférieure à la valeur des capitaux propres du Groupe.

Le Groupe opère sur un seul segment de marché, l'édition de logiciels. Generix Group est donc représentatif d'une seule UGT (unité génératrice de trésorerie) avec une offre intégrée, une offre commerciale et marketing unique, et dans l'univers du commerce. Le test de dépréciation des actifs est en conséquence conduit sur l'ensemble du Groupe.

La méthodologie retenue pour apprécier la valeur d'utilité des actifs a consisté en l'élaboration de prévisions de flux nets de trésorerie actualisés reposant sur les principales hypothèses suivantes au 30 septembre 2012 :

- élaboration d'un business plan sur 5 ans ;
- prise en compte d'une valeur terminale avec extrapolation des flux de trésorerie au-delà de 5 ans sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,5 % (identique à celui retenu au 31 mars 2012) ;
- taux d'actualisation de 11 % déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital (identique à celui retenu en au 31 mars 2012).

Au 30 septembre 2012, sur la base des évaluations internes réalisées, le Groupe a conclu que la valeur recouvrable de son UGT testée excédait sa valeur comptable.

Les hypothèses utilisées pour ces calculs comportent comme toute estimation, une part d'incertitude et sont donc susceptibles d'être ajustées au cours des périodes ultérieures.

Sensibilité des valeurs recouvrables :

Les deux hypothèses clefs de valorisation retenues sont :

- le taux d'actualisation (11%)
- le taux de marge normatif EBITDA/CA retenu par la société à horizon 2017. Au 31 mars 2012, le taux moyen annuel de croissance du chiffre d'affaires sur une période de 5 ans avait été retenu comme hypothèse clé. Il est apparu à la société que le taux de marge normatif EBITDA/CA à horizon 2017 représente, dans l'environnement économique actuel, une hypothèse plus pertinente sur la valorisation de par sa sensibilité.

Au 30 septembre 2012, l'examen de la valeur recouvrable permet d'apprécier la sensibilité à ces principales hypothèses comme suit :

Une variation de plus ou moins 1% du taux d'actualisation après impôts se traduirait par une variation de la valeur recouvrable de l'UGT de l'ordre respectivement de - 5,3 M€ et +6,5 M€. Néanmoins, la valeur recouvrable de l'UGT testé resterait supérieure à sa valeur comptable. La valeur du taux d'actualisation amenant à une valeur de l'UGT égale à sa valeur comptable s'établit à 12,7% contre 13,2% au 31 mars 2012, à comparer au taux de 11% retenu pour le test de valeur au 31 mars et 30 septembre 2012.

Une variation de 300 points de base à la baisse du taux de marge normatif EBITDA /CA retenu par la société à horizon 2017 se traduirait, toutes choses égales par ailleurs, par une diminution de la valeur recouvrable de l'UGT générant une dépréciation de l'ordre de 1,9 M€. La variation à la baisse du taux de marge normatif EBITDA/CA à l'horizon 2017 amenant à une valeur de l'UGT égale à sa valeur comptable s'établit à -245 points de base.

L'hypothèse de taux de marge normatif EBITDA/CA à horizon 2017 retenue par la Direction pour les tests de valeurs au 30 septembre 2012 s'appuie sur une amélioration progressive de la rentabilité, déjà observée sur l'exercice en cours. Cette amélioration de la rentabilité repose notamment sur le développement de l'activité On Demand, modèle sur lequel s'appuie le Groupe, mais également sur sa capacité à maîtriser et piloter sa structure de coûts. Le développement de l'activité On Demand projeté par le Groupe s'appuie également sur les données issues d'études de cabinets d'analyse réputés, particulièrement au sujet du développement du marché mondial du SaaS.

Une dépréciation des goodwill pourrait entraîner un risque de non respect des covenants et plus particulièrement du covenant R3 (se référer aux engagements hors bilan du présent rapport financier semestriel). Néanmoins, au vu du montant de la dette financière nette au 30 septembre 2012 (8,7 M€) et des capitaux propres à la même date (36,1 M€), ce risque reste limité.

> Note 2 - Immobilisations incorporelles

La valeur nette au 30 septembre 2012 des principales immobilisations incorporelles correspond à :

- des frais de conception de logiciels : 1,7 millions d'euros dont 0,22 million d'euros de frais activés du 1^{er} avril au 30 septembre 2012, dont 0,04 millions d'euros de coûts générés en internes et 0,18 millions d'euros de coûts de sous-traitance ;
- des coûts de recherche et développement (suite à affectation des prix d'acquisition d'INFLUE et INFOLOG) : 1,9 millions d'euros ;
- relation clientèle (suite à affectation des prix d'acquisition d'INFLUE) : 1,9 millions d'euros.

Les frais de recherche et développement comptabilisés en charges s'élèvent à 2,5 millions d'euros sur le semestre clos au 30 septembre 2012 et concernent des frais de recherche et des développements logiciels spécifiques à des clients.

> Note 3 - Actifs d'impôts différés

1 - RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE ET LA CHARGE D'IMPÔT RÉELLE

En milliers d'euros	30/09/2012	%	30/09/2011	%
Résultat net	- 1 249		- 3 961	
Produit d'impôt / (charge d'impôt) dont :	- 255		- 293	
- impôt courant	- 478		- 409	
- impôt différé	223		116	
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	- 994		- 3 669	
Produit d'impôt théorique	331	33,33%	1 222	33,33%
Rapprochement :				
Différences permanentes	- 27	-2,75%	- 31	-0,85%
Déficits non activés ⁽¹⁾	- 371	-37,32%	- 1 255	-34,21%
CVAE	- 238	-23,96%	- 224	-6,11%
Autres	50	5,08%	4	-0,11%
PRODUIT/ (CHARGE) RÉEL D'IMPÔT	- 255	-25,63%	- 293	-7,98%

⁽¹⁾ Incluant le différentiel de taux IS entre France et pays étrangers.

Le montant des impôts différés activés au 30 septembre 2012 au titre des déficits reportables de GENERIX SA s'élève à 5,7 M€. Tout comme sur l'exercice 2011/2012, les déficits générés par GENERIX SA sur le semestre ne sont pas activés.

2 – IMPÔTS DIFFÉRÉS

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2012	31/03/2012
Impôt différé actif	5 125	4 825
Impôt différé passif		
ACTIF NET D'IMPÔT DIFFÉRÉ	5 125	4 825
Déficits reportables ⁽¹⁾	5 706	5 706
Provision pour engagement retraite et DIF	969	797
Réévaluation des actifs incorporels dans le cadre de regroupement d'entreprises	- 1 259	- 1 424
Annulation des provisions groupe	- 651	- 651
Différences temporaires	292	337
Autres	68	60
ACTIF NET D'IMPÔT DIFFÉRÉ	5 125	4 825

⁽¹⁾ Au 30 septembre, les déficits du Groupe de la période ne sont pas activés, comme au 31 mars 2012.

> Note 4 - Créances clients

Les créances clients et comptes rattachés ainsi que les autres débiteurs sont à échéance de moins d'1 an.

<i>En milliers d'euros</i>	Valeurs brutes au 30/09/2012	Provisions	Valeurs nettes au 30/09/2012
Clients et comptes rattachés	19 305	4 324	14 981
Autres créances	5 467		5 467
Comptes de régularisation	1 211		1 211
TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	25 984	4 324	21 660

Une partie des créances clients de la société GENERIX SA est affacturée. En cas de litige, ces créances sont rétrocédées par la société d'affacturage. Le Groupe maintient donc à l'actif du bilan les créances affacturées. Les créances cédées au 30 septembre 2012 et maintenues à l'actif du bilan s'élèvent à 4,6 millions d'euros. La dette correspondant au financement accordé par le factor s'élève à 3 millions d'euros au 30 septembre 2012.

À titre de comparaison, les clients et autres débiteurs se décomposaient comme suit au 31 mars 2012 :

<i>En milliers d'euros</i>	Valeurs brutes au 31/03/2012	Provisions	Valeurs nettes au 31/03/2012
Clients et comptes rattachés	22 802	4 069	18 733
Autres créances	6 243		6 243
Comptes de régularisation	1 649		1 649
TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	30 694	4 069	26 625

> Note 5 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2012	31/03/2012
Valeurs mobilières de placement	448	4 119
Disponibilités	2 802	5 033
TOTAL	3 250	9 152

> Note 6 - Informations sur le capital

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. Le capital social est composé de 25 779 132 actions d'une valeur de 0,5 euro chacune au 30 septembre 2012, comme au 31 mars 2012.

Au cours du semestre des actions propres ont été achetées et partiellement revendues dans le cadre d'un contrat de liquidité. Generix Group détient, au 30 septembre 2012, 125 612 actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité, contre 85 279 au 31 mars 2012.

Il n'y a pas de Bons de Souscription d'Actions en circulation au 30 septembre 2012.

Actions gratuites

Il existe un plan d'attribution d'actions gratuites en cours au 30 septembre 2012 :

- Une attribution du 1er décembre 2011 (cours de l'action à la date d'attribution de 0,71€) à échéance au 30 novembre 2013 : 900 000 actions.

La charge comptabilisée au titre des attributions d'actions gratuites est de 160 K€ (107 K€ nette d'impôts différés) au 30 septembre 2012 contre 33 K€ au 30 septembre 2011.

Les Assemblées Générales des 14 septembre 2012 et 17 septembre 2009, ont autorisé le Directoire à émettre des actions gratuites, pour une durée de 38 mois à partir de leur autorisation et chacune à hauteur de 10% du capital social. Ces autorisations ont été utilisées par le Directoire à hauteur de 900 000 actions à ce jour.

Plans d'options d'achat d'actions

Aucun plan d'options d'achats d'actions n'est en cours au 30 septembre 2012 tout comme au 31 mars 2012. À noter que l'Assemblée Générale du 14 septembre 2012 a donné délégation au Directoire la possibilité de procéder à l'émission d'options de souscriptions d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription et ce dans la limite de 10% du capital social. À ce jour, cette délégation n'a pas été utilisée par le Directoire.

> Note 7 - Passifs non courants

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2012	31/03/2012
DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES	3 628	4 220
Litiges	1 630	386
Droits individuels à la formation	275	268
Engagements de retraite	2 638	2 129
TOTAL DES PROVISIONS NON COURANTES	4 542	2 783
TOTAL DES AUTRES PASSIFS NON COURANTS	8 170	7 003

La provision pour engagements de retraite ne fait pas l'objet d'une étude actuarielle au 30 septembre 2012. Toutefois, compte tenu de l'évolution significative des taux d'intérêts à long-terme sur le marché, il a été procédé à un ajustement du taux d'actualisation qui a été ramené de 4% à 3% au 30 septembre 2012. Cet ajustement représente un complément d'engagements de retraite de 354 milliers d'euros, comptabilisé en diminution des capitaux propres. Par ailleurs, une projection a été effectuée sur la base des effectifs au 31 mars 2012, afin de déterminer la provision complémentaire de 154 milliers d'euros comptabilisé en compte de résultat au titre du semestre.

La provision pour droits individuels à la formation est actualisée au 30 septembre 2012 estimée en fonction des heures acquises par les salariés présents au 30 septembre 2012.

Litiges clients

Les prestations du Groupe reposent sur une gamme de logiciels éprouvés et fonctionnant chez plusieurs milliers de clients. La qualité des produits, l'adéquation des logiciels et des prestations associées aux besoins des clients peuvent cependant être une source de différends.

La nécessité de protéger la réputation des produits et de définir un périmètre contractuel stable conduit, par conséquent, le Groupe GENERIX à faire preuve de grandes exigences lors de la phase d'avant-vente (expression précise des besoins) et lors de l'exécution des projets (alertes immédiates lors de défaillances chez les clients).

La principale cause de litiges concerne la prise en charge de développements spécifiques demandés par les clients dans le cadre de projets d'intégration à forfait de longue durée. Ces développements augmentent le coût du projet et en allongent la durée. Ces contentieux se traduisent par des demandes indemnitaires variées, parfois élevées. Le Groupe GENERIX estime que ces demandes sont le plus souvent dénuées de fondement et n'ont, jusqu'à présent, jamais eu de conséquences significatives pour le Groupe. Elles nécessitent cependant que le Groupe y consacre du temps et des honoraires juridiques importants pour sa défense.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2012/2013, le Groupe GENERIX a poursuivi le traitement de contentieux survenus lors des exercices précédents et relevant de ce type de problématiques.

Le premier contentieux concerne l'assignation de GENERIX SA devant le Tribunal de Commerce de Saint-Brieuc par un client ayant mis un terme unilatéralement et de façon brutale à un projet d'intégration en phase de commencement et réclamant le versement d'un million d'euros à titre de dommages et intérêts. Le client a interjeté appel de la décision de première instance le condamnant au paiement du montant de la prestation réalisée et facturée par la société GENERIX SA. La procédure est actuellement pendante devant la Cour d'Appel.

Le second contentieux concerne une affaire dans laquelle GENERIX SA vient aux droits de la société CEITEL à la suite de la fusion absorption de cette dernière en 2005. Dans le cadre de cette affaire initiée en 2005, un ancien partenaire de la société CEITEL, sollicitait, d'une part, de voir dire et juger que la résiliation de leurs relations de partenariat (contrats conclus en 2003 et en 2004) serait intervenue aux torts de la Société CEITEL devenue GENERIX SA et, d'autre part, l'attribution de dommages et intérêts visant à réparer son préjudice. Cette affaire est revenue devant le Tribunal de Commerce suite à un arrêt de la Cour de Cassation rendu en 2009 ayant cassé et annulé l'arrêt rendu par la Cour d'Appel. Le Tribunal de Commerce a jugé que la résiliation des conventions de prestations de service et de distribution serait intervenue aux torts de la société CEITEL, devenue GENERIX SA, et a, en conséquence, condamné cette dernière au paiement d'une indemnité visant au remplacement du produit litigieux ainsi qu'à des dommages et intérêts. La Société GENERIX SA considérant ce jugement mal fondé, entend interjeter appel de ladite décision, qui dès lors n'est pas exécutoire.

Enfin, GENERIX SA a eu à traiter un nouveau litige survenu suite à la résiliation d'accords de distribution avec l'un de ses partenaires intégrateur. Estimant ne pas avoir disposé d'un préavis de résiliation suffisant, ce dernier a assigné GENERIX SA devant le Tribunal de Commerce afin de voir déclarée abusive la rupture des relations contractuelles. L'ancien partenaire sollicite du Tribunal, à titre principal, de voir dire et juger que GENERIX devra maintenir ses relations contractuelles en respectant un délai de préavis de 24 mois. A titre subsidiaire, il sollicite le paiement d'une somme correspondant à la marge brute réalisée par le partenaire si les conventions litigieuses s'étaient poursuivies selon un préavis de 24 mois. La société a estimé que les demandes étaient infondées et n'a donc pas comptabilisé de provision au titre de ce litige.

Même si la direction du Groupe, compte tenu des informations dont elle dispose actuellement, ne pense pas que les litiges en cours, considérés dans leur totalité ou pris séparément, puissent avoir un impact significatif sur la situation financière et les résultats opérationnels, de tels litiges sont par nature sujets à incertitude. Le résultat de ces litiges peut différer des attentes de la direction, et pourrait dans ce cas impacter négativement la situation financière du Groupe et ses résultats opérationnels.

Pour l'ensemble des litiges du Groupe, les provisions appropriées ont été constituées, après évaluation des risques encourus, pour un montant de 1 630 milliers d'euros au 30 septembre 2012.

> Note 8 - Passifs courants

En milliers d'euros	30/09/2012	31/03/2012
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	17 828	21 034
Produits constatés d'avance	7 967	18 705
Dettes financières courantes	8 371	5 046
TOTAL AUTRES PASSIFS COURANTS	34 166	44 785
Risques sociaux ⁽¹⁾	984	1 343
Risques commerciaux	0	0
Provision pour perte à terminaison ⁽²⁾	608	721
Autres	0	0

⁽¹⁾ Risques sociaux : dont 8 litiges en cours au 30 septembre 2012.

⁽²⁾ Ces provisions sont destinées à couvrir les pertes éventuelles sur les contrats de prestations au forfait en cours.

Au 30 septembre 2012, GENERIX comptabilise à son bilan des provisions pour pertes à terminaison s'élevant à 0,6 million d'euros relatives à des contrats au forfait. Ces contrats au forfait

concernent principalement quelques projets de mise en place de l'offre ERP GCE pour lesquels la complexité de l'engagement avait été sous-estimée au démarrage de ces projets. Si la quantité de travail nécessaire à la finalisation de ces projets dépassait les estimations au 30 septembre 2012, GENERIX serait susceptible d'enregistrer des pertes complémentaires au titre desdits projets. Néanmoins, aucune perte complémentaire n'a été amenée à être comptabilisée au cours du semestre, la provision correspondante diminuant de 113 K€ en fonction de l'avancement des projets concernés.

🔄 Notes complémentaires au compte de résultat

> Note 9 – Autres produits de l'activité

Les autres produits de l'activité sont principalement composés de 300 K€ correspondant au Crédit d'Impôt Recherche attendu au titre de l'année 2012, proratisé sur le semestre. Aucun Crédit d'Impôt Recherche n'avait été comptabilisé sur le premier semestre de l'exercice précédent.

> Note 10 – Détail des charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2012	30/09/2011
Salaires et traitements	12 631	13 829
Charges sociales	5 297	5 714
Sous-total	17 927	19 543
Charges liées aux régimes de retraite	112	109
Charges liées aux droits individuels à la formation	7	-7
Actions gratuites	160	33
Sous-total sans incidence sur la trésorerie	278	135
TOTAL	18 206	19 678

Effectif moyen de la période	30/09/2012	30/09/2011
<i>Cadres</i>	381	442
<i>Agents de maîtrise</i>	70	82
Total	451	524

La baisse des effectifs, expliquée essentiellement par la mise en œuvre du plan de réorganisation sur le second semestre de l'exercice 2011-2012, entraîne une diminution sensible des charges de personnel.

Le Droit Individuel à la Formation est estimé en fonction des heures acquises par les salariés en conformité avec la réglementation et en appliquant un coefficient d'utilisation.

> Note 11 – Autres produits et charges opérationnels

Ce poste correspond à une provision pour litige constituée sur le semestre (se référer à la note 7 relative aux passifs non courants). Pour rappel, au 30 septembre 2011, les autres produits et charges opérationnelles étaient composés de l'ensemble des charges engagées par le Groupe dans le cadre du plan de réorganisation et d'adaptation de ses capacités.

> Note 12 – Résultat financier

L'amélioration du coût de l'endettement est principalement liée à l'effet cumulé du remboursement des emprunts moyen terme et de la moindre utilisation de la ligne de trésorerie court terme (3,3 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 7 millions d'euros au 30 septembre 2011).

Autres notes

> Engagements hors bilan

Engagements donnés

Les engagements donnés aux établissements bancaires au 30 septembre 2012 se détaillent comme suit :

Les ratios financiers communs à l'ensemble des concours bancaires, et testés annuellement, sont les suivants :

- Ratio R1 : ratio financier Dette Financière Nette Moyenne/EBITDA
- Ratio R2 : ratio financier Cash Flow Libre/Service de la Dette
- Ratio R3 : ratio financier Dette Financière Nette Moyenne/Capitaux Propres

Dates de test	R1 inférieur ou égal	R2 supérieur ou égal	R3 inférieur ou égal
31/03/2012	Non testé		1.00
31/03/2013	2.00	1.00	
31/03/2014			
31/03/2015			

Le ratio financier R3 testé au 31 mars 2012 a été respecté.

Dans l'hypothèse de la non atteinte des budgets 2012/2013, le non respect des ratios financiers R1 et R2 au 31 mars 2013 pourrait entraîner le remboursement anticipé des concours bancaires moyen terme (capital restant dû de 3,5 millions d'euros au 31 mars 2013) ainsi que la non disponibilité de la ligne de crédit.

Les emprunts à moyen terme contractés pour l'acquisition d'Influe et Infolog dont le capital restant dû au 30 septembre 2012 s'élève à 4,4 millions d'euros sont garantis par un nantissement sur le fonds de commerce de GENERIX SA.

Les concours moyen-termes sont également soumis à une clause de remboursement plus rapide, appelée excess cash flow. Ce remboursement plus rapide correspondrait exercice par exercice et ceci jusqu'à l'exercice 2014/2015, à 50% des excédents de trésorerie qui seraient dégagés au-delà des seuils prévus au protocole d'accord.

Le cash flow est défini comme le cash flow net après service de la dette (principal et intérêts) et se calcule comme suit :

+/- Ebitda
 +/- Variation du BFR
 -Investissements
 -Impôts
 = Cash flow avant service de la dette
 -Remboursement du capital de la dette
 -Paiement des intérêts de la dette
 = Cash flow après service de la dette

Engagements reçus

La ligne de crédit moyen-terme (3,3 millions d'euros utilisés au 30 septembre 2012 sur 7,5 millions d'euros disponibles) est garantie à 60% par l'OSEO et à hauteur de 4 millions d'euros par un nantissement du fonds de commerce de GENERIX SA.

> Informations relatives aux parties liées

Rémunération des principaux dirigeants

Les rémunérations et avantages de toute nature des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance du Groupe GENERIX, versées par la société et ses sociétés contrôlées, se sont élevés au cours du premier semestre à 707 K€ :

- **Avantages à court terme :**

La rémunération du Directoire est déterminée par l'article 18 des statuts de la société ; au titre de laquelle ; il a été versé la somme de 635 milliers d'euros sur le semestre. Le Conseil de Surveillance fixe le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du Directoire.

	30/09/2012	30/09/2011
Rémunérations brutes versées à l'ensemble du Directoire	635	514

Les membres du Conseil de Surveillance percevront, au titre de l'exercice 2012-2013, des jetons de présence pour la somme maximum de 90 K€. Cette rémunération a été fixée par l'Assemblée Générale du 1^{er} septembre 2012. 72 K€ de jetons de présence au titre de l'exercice 2011/2012, ont été versés au cours du semestre.

Le Conseil de Surveillance du 21 novembre 2008 a autorisé l'affiliation de Monsieur Jean-Charles DECONNINCK au régime de retraite supplémentaire par capitalisation souscrit par la société en application des articles L.911-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale ainsi qu'au régime de frais de santé prévoyance souscrit par la société. Les cotisations relatives à ces affiliations sur le semestre se sont élevées à 4 K€.

- **Avantages postérieurs à l'emploi :**

Ces avantages sont constitués des indemnités de fin de carrière. Au 30 septembre 2012, ils représentent une somme de 86 K€ (hors charges sociales) pour les membres du Directoire.

- **Autres avantages à long terme :** Néant

- **Indemnités de fin de contrat de travail :**

Un avenant au contrat de travail de Monsieur Philippe SEGUIN prévoit le versement d'une indemnité de rupture de contrat intervenant à l'initiative de la Société GENERIX SA dans les neuf mois suivants un changement de l'actionnaire principal. Cette indemnité de rupture, d'un montant fixé à 3 mois de salaire brut, vient se cumuler à toutes indemnités d'origine légale ou conventionnelle. Le Conseil de Surveillance du 26 janvier 2009 précise que cette indemnité de rupture au profit de Monsieur Philippe Seguin ne sera définitivement acquise qu'en fonction de la réalisation d'objectifs basés sur l'Ebitda (résultat avant impôts, taxes dépréciation et amortissements). Cependant lors de sa séance du 23 juillet 2010, le conseil de surveillance a décidé d'autoriser le président du directoire de signer un nouvel avenant au contrat de travail de Monsieur Philippe Seguin, afin de remplacer la notion d'EBITDA par EBE (Excédent Brut d'Exploitation). Cet avenant, signé le 23 juillet 2010, est entré en vigueur avec un effet rétroactif à partir du 1^{er} avril 2009, et a été approuvé lors de l'Assemblée Générale du 1^{er} septembre 2011.

- **Paielement en actions :**

- a) Plan d'actions gratuites attribué ultérieurement aux membres du Directoire**

Le 1er décembre 2011, 175 000, 125 000, 75 000 et 50 000 actions gratuites ont respectivement été attribuées à Messieurs DECONNINCK, LEVY, SEGUIN et VÉRIN. Ces actions seront émises à l'expiration d'une période d'acquisition de deux ans, soit le 30 novembre 2013.

La charge enregistrée en résultat au titre des rémunérations basées sur les actions gratuites, octroyées aux membres du directoire est de 75 K€ au 30 septembre 2012 contre 13 K€ au 30 septembre 2011.

- b) Attributions d'actions gratuites aux membres du Directoire intervenues au cours du semestre**

Aucune action gratuite n'a été attribuée aux membres du Directoire au cours du semestre.

- > Actifs et passifs éventuels**

Il n'existe pas d'actifs et passifs éventuels à prendre en compte.

- > Événements postérieurs à la clôture**

Néant.

3. > ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Villeneuve-d'Ascq, le 26 novembre 2012



Jean-Charles DECONNINCK

Président du Directoire

4. > RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

MAZARS

61, RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE
S.A. au capital de € 8.320.000

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE VERSAILLES

ERNST & YOUNG ET AUTRES

1/2, PLACE DES SAISONS – 92400 COURBEVOIE – PARIS –
LA DEFENSE 1

S.A.S. à capital variable

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE VERSAILLES

GENERIX

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Generix, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

4.1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

4.2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Lille, le 23 novembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jérôme de Pastors

Antoine Moitié



Présent dans 30 pays, grâce à 7 filiales :

- **France**
- **Belgique**
- **Italie**
- **Portugal**
- **Espagne**
- **Brésil**
- **Argentine**

et un réseau de partenaires internationaux.